N° 96-0781 - Domaine et administration générale + finances et programmation + urbanisme, habitat et développement social - Caluire et Cuire - Libération de l'immeuble communautaire situé 33, grande rue de SaintClair - Indemnisation de la société M. et JP Bouvard, locataire-commerçante - Département de l'action foncière -

Le Conseil,

Vu le rapport du 29 mai 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre de la ZAD de Saint-Clair à Caluire et Cuire et afin de faciliter la mise en oeuvre de l'aménagement du secteur, la Communauté urbaine a été amenée, en 1981, à exercer son droit de préemption à l'occasion de la vente d'un immeuble situé 33, grande rue de Saint-Clair.

Il s'agit d'un bâtiment de trois niveaux dont seul le rez-de-chaussée à usage commercial est encore occupé et qui est inclus dans le périmètre d'actions de réhabilitation et de rénovation déclarées d'utilité publique par arrêté de monsieur le préfet du Rhône en date du 11 juillet 1994.

Il convient donc de libérer entièrement cet immeuble et, pour ce faire, de procéder à l'éviction de la société de fait M. et JP Bouvard qui y exploite un fonds de commerce de plomberie, zinguerie, sanitaire et chauffage.

Cette éviction permettrait de démolir rapidement l'ensemble des bâtiments compris entre les numéros 23 et 33 de la grande rue de Saint-Clair afin d'y réaliser des parcs de stationnement et un espace vert.

Aux termes de la convention qui vous est présentée, ladite société serait disposée à quitter les lieux moyennant le versement, par la Communauté urbaine, d'une indemnité de transfert d'activités d'un montant, toutes indemnités comprises, de 600 000 F admis par le service des domaines ;

B - Propose d'approuver la convention qui lui est présentée, de l'autoriser à signer l'acte authentique à intervenir et de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu ladite convention ;

Vu l'arrêté de monsieur le préfet du Rhône en date du 11 juillet 1994 ;

Où l'avis de ses commissions domaine et administration générale, finances et programmation et urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Approuve la convention qui lui est présentée.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'acte authentique à intervenir.

3° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits ouverts au budget de la Communauté urbaine - sous-chapitre 922-000 - article 210-9 - dossier n° 1 230-96.

pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,

pour le président,